

Des réussites au Sud

Michel Rogalski

L'Humanité, 20.4.2009

Mondialisation et compétition. Pourquoi certains pays émergents réussissent et d'autres non, de Luiz Carlos Bresser-Pereira. Éditions La Découverte, 2009, 196 pages, 21 euros.

L'économiste brésilien, dont la réputation a depuis longtemps débordé de son continent d'origine, nous livre là un ouvrage majeur sur des stratégies de développement des pays du Sud, notamment de ceux à revenus moyens, en s'appuyant sur une comparaison des réussites asiatiques et des échecs latino-américains. L'auteur allie des qualités académiques d'enseignant et une expérience de ministre sous les présidences de Sarney (Finances) et de Cardoso (Réforme de l'État, Sciences et Technologies). Son livre, préfacé par Robert Boyer, fait déjà débat car il n'hésite pas à revisiter de façon impertinente les questions essentielles au cœur de toute stratégie de développement de pays émergents, ou en possibilité de le devenir, et confrontés à une mondialisation réelle qu'ils n'ont aucune chance de pouvoir façonner.

Bresser-Pereira s'était déjà fait remarquer comme l'un des pionniers de la critique de l'orthodoxie conventionnelle (le « consensus de Washington »), au début des années 1990, en soulignant la stagnation économique qu'elle impliquait. Il nous convie à une passionnante relecture des trajectoires empruntées depuis une trentaine d'années dans les pays du Sud. Son diagnostic est sans appel et nourrit le débat sur les formes d'accumulation. Les voies suivies avec succès par l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, Taïwan ou le Vietnam ont fait preuve de la pertinence de l'État-nation, seul capable de définir et de porter une stratégie nationale de développement. On comprend ses attaques contre le mondialisme « qui fait l'éloge de la mondialisation et affirme que l'État-nation n'a plus de raison d'être ». À ses yeux, la mondialisation est une opportunité pour les pays à revenu moyenne, mais augmente les inégalités à l'intérieur de chaque pays et bénéficie aux riches des pays développés.

Autant il rejette la mondialisation financière et appelle les pays à s'en prémunir en évitant au maximum d'utiliser l'épargne externe, source de perte de contrôle de leur taux de change, autant il milite pour la mondialisation commerciale qui peut devenir une opportunité pour les pays en développement à condition qu'ils préservent un taux de change compétitif, c'est-à-dire non surévalué. C'est, à ses yeux, une variable clé qu'il

convient de maîtriser pour affronter la compétition internationale en favorisant les investissements axés sur les exportations et les secteurs exposés à la concurrence internationale. Cette stratégie doit être complétée d'une politique fiscale et budgétaire saine afin de maintenir le taux d'intérêt à un niveau modéré.

Bresser-Pereira trace les contours d'un cadre théorique qui vise à renouveler l'apport de l'« école structuraliste » en définissant les traits marquants d'un « nouveau développementisme » qui gagne du terrain en Amérique latine. Il prend soin de se démarquer des expériences passées, celle de l'orthodoxie conventionnelle qui conduisit le continent à la quasi-stagnation et à la « décennie perdue », ou celle de l'ancien « national-développementisme » qui s'épuisa dans les politiques de substitutions d'importations et se brisa sur la crise de la dette à partir des années 1980.

C'est donc à un « troisième discours » qu'il en appelle. Trop fin politique, il sait bien que les trois piliers de sa stratégie - mobiliser l'épargne nationale, mettre en place un taux de change compétitif, assainir les finances publiques - supposent un consensus national fort et un jeu d'alliances politiques solides. Mais le continent, dont les élites ont toujours manifesté une propension généreuse à s'allier aux élites mondialisées et dont les classes populaires, voire marginalisées, ont tendance à voir d'abord avant de donner, est-il prêt à s'engager dans ce consensus ? L'auteur en fait le pari stimulant.

Michel Rogalski est directeur de la revue *Recherches Internationales*